

Réforme du Secteur bancaire et Financier en Algérie.

Reform of the Banking and Financial Sector in Algeria.

NOUIOUA AMAR*, (Université batna 1), ammarnouioua@univ-batna.dz

Reçu	18-11-2023	Accepté	18-01-2024
-------------	------------	----------------	------------

Le résumé

Les performances de l'industrie bancaire restent un objet de préoccupation pour les pouvoirs publics et encore plus pour les opérateurs économiques et les usagers en raison de son impact jugé négatif sur la croissance économique, en dépit de ressources abondantes disponibles pour le financement. Nous ne pouvons pas continuer à travailler avec un système financier et bancaire hérité des époques précédentes, et le moins qu'on puisse dire de lui c'est qu'il est très lent ne répond pas aux exigences par ailleurs, ce système aussi ne reflète pas la tradition culturelle, intellectuelle et idéologique du peuple algérien. L'étude a clarifiée certains concepts employés dans le domaine de la finance en les projetant sur l'expérience algérienne, et améliorera le système financier algérien bourse des actions et marché des capitaux.

Mots Clés: Performances bancaires ; Economie de marché ; Actifs bancaires ; marché bancaire ; L'ouverture du capital des banques,

Abstract

The performance of the banking industry remains a matter of concern for public authorities and even more for economic operators and users due to its impact considered negative on economic growth, despite abundant resources available for financing. Public banks; in the current state of their organization and management are not able to ensure the effective financial intermediation necessary for economic diversification. The study clarified certain concepts used in the field of finance by projecting them onto the Algerian experience, and improving the Algerian financial system, stock exchange and capital market.

Keywords: Banking performance; Market economy; Bank assets; banking market; The opening of bank capital,

* Auteur correspondant

Introduction

L'économie du pays est à un tournant majeur de son développement. Elle doit continuer de croître pour créer des emplois aux jeunes qui arrivent sur le marché du travail et maintenir ou améliorer le niveau de vie des Algériens.

Depuis le début du Siècle, le financement de l'économie a été en très grande partie assuré par la dépense publique, ce n'est plus possible étant donné le prix du baril de pétrole qui sera durablement loin de 100 dollars. Le Financement doit donc provenir d'ailleurs, d'épargne des individus et de divers opérateurs économiques et sociaux (publics et privés) à trois canaux pour financer l'économie du pays : le dépôt (à vue et à terme) de L'argent dans les banques qui prêteront cet argent à L'état et à des entreprises pour créer de la richesse ; le prêt direct par l'achat d'obligation émises par L'état et les entreprises ; et enfin L'achat direct de parts d'entreprises, en général à travers la Bourse.

D'abord la crise économique est bien là. Les revenus générés par certaines entreprises sont en très forte baisse. Les entreprises dont l'actionnaire majoritaire est L'état semble sous-évaluées, mais d'un autre côté cette sous-évaluation est peut-être justifiée par le reflet d'une gestion étatique non-efficace.

I-Economie algérienne des Rigidités structurelles persistantes

Une certaine « anxiété du développement » (Norel, 1997, p. 80) qui se matérialise en face du caractère non durable des ressources pétrolières. Il s'agit de se développer avant qu'il ne soit trop tard, de « Faux investissements » sont donc réalisés. D'autant plus que l'aisance Financière empêche un encadrement assez strict des choix :

Construction démesurée, autoroutes mal réalisées et rentabilisées, productions coûteuses et insupportables ; et aussi on a remarqué la montée inéluctable des importations est le fait de l'aisance financière, de la hausse de la demande en biens de luxe et surtout d'une surévaluation du change souvent maintenue dans l'espoir de juguler l'inflation.

Ainsi L'intoxication Pétrolière y a été caractéristique plus de 1000 milliards de dollars d'investissement de 2000 à 2015, boom phénoménal et irrationnel ; création d'un état providence complet. L'industrie est restée marginale peu diversifiée et surtout sous perfusion par les différentes aides de L'état (commandes et subventions étatiques). Le secteur des Hydrocarbures reste donc dominant (98% des recettes d'exportations et 70% des recettes budgétaires environ) (Benissad, 2018).

Ainsi le budget algérien s'est révélé déficitaire depuis 2014, les dépenses n'ayant pas suivi à la baisse des recettes Fiscales issues de la manne pétrolière. Les

habitudes de consommation et les dépenses improductives pèsent lourd dans un déficit désormais structurel.

Le fonctionnement de L'état dépend toujours de l'excès de la branche des Hydrocarbures aux revenus fragiles ; sa part dans le financement budgétaire (évaluée à 67% entre 2002 et 2015).

Le prix du pétrole ; élément exogène, restes-en deçà des besoins des Finances publiques obligeant le Trésor à faire appel sans cesse au fond de régulation des recettes budgétaires dont les entrées de capitaux ne couvrent plus ses décaissements, dès 2013 ; si cet écart négatif n'est que 70.2 milliards DA en 2013, en revanche il culmine 1153milliards DA en 2014.

Dans cette Conjoncture ; les appels à la rationalisation de la dépense publique (qui porte le taux d'investissement à 30.4% du produit global entre (2006 et 2016), se multiplient afin de réduire la taille de L'état comme si celle-ci avait un niveau optimal. Le déficit récurrent, non maîtrisé des finances publiques déclenche un amenuisement graduel des ressources du Fonds de régulation des recettes budgétaires

Solde budgétaire, en Milliards DA

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2019
-178.2	-63.5	-718	-66.6	-1257	-2555	-2341	2000

Tableau n°1 élaboré à partir :

- Benissad Hocine : **de transition économique l'expérience Algérienne** (1988-2018).

- Ali Benouari : Finances : **le difficile legs de Bouteflika** « **el Watan Economic** 8/04/2019.p7.

Donc le cadre général du fonctionnement de l'économie devra être complètement modifié dans le sens de l'encouragement à la création de richesse dans un cadre concurrentiel. Dans ses grandes lignes, ce cadre comprend l'introduction de mécanismes et d'instrument de gestion et de régulation propre à une économie de marché.

II- Monographie du Secteur bancaire en Algérie

Le secteur bancaire s'articule en 2016 autour de 1469 agences. Le réseau est couvert à 77% par les banques publiques (1123 agences) et à 23% par les banques privées (346 agences) par ailleurs les établissements financiers disposent de 88 agences, et on relève aussi la présence d'un guichet bancaire pour 25660 habitants contre par exemple une agence pour 7437 habitants en Tunisie (**Sekkak, 2017**).

Ceci est Symptomatique d'un niveau de bancarisation qui peut s'améliorer.

On observe aussi un certain déséquilibre géographique dans la configuration des réseaux. Les banques publiques sont établies dans l'ensemble des wilayas, alors que les banques privées ont développé leur réseau dans les centres urbains du nord du pays. Les effectifs du secteur sont de 36287 collaborateurs dont 6500 employés par les banques privées. On estime à environ 12 millions du nombre de compte bancaires

1- les insuffisances du secteur financier fragilisent le financement de la croissance :

L'Algérie fait bonne Figure en matière d'activité bancaire notamment en comparaison de ses voisins. Mais cette bonne activité apparente cache des capacités techniques et des performances financières faibles qui nuisent au financement de l'économie et freinent la croissance.

Total des Actifs bancaires MDS(USD) Ratio Actifs Financier/PIB en%



Source : Benachenhou Abdellatif : **pour une meilleure croissance**, Alpha Design, juin 2008.p46.

- **les crédits à L'économie** : le montant total des crédits distribués par le secteur bancaire est de 7276 MDS DA à la Fin de 2015.

Le montant des crédits octroyés représente 43.8% du PIB ce ratio conjointement au montant des dépôts exprimés en pourcentage du PIB démontre la marge de progression important qui existe pour le renforcement de l'intermédiation bancaire et financière eu Algérie.

Les crédits se décomposent par maturité de la manière Suivante

Tableau N°2 : répartition des montants de crédits

Crédit à court terme	1710	MDS DA
Crédit à moyen terme	1641	MDS DA
Crédit à long terme	3925	MDS DA
soit 53% du montant Global		

Rachid Sekkak : **Secteur bancaire en Algérie** « el watan Economie 6 Août 2017.p16.

- les banques publiques nourrissent la quasi totalité des crédits au secteur public (99%) et participent à hauteur de 75% aux crédits Octroyés au secteur privé 2685 MDS DA

A-Faible financement des investissements du secteur privé

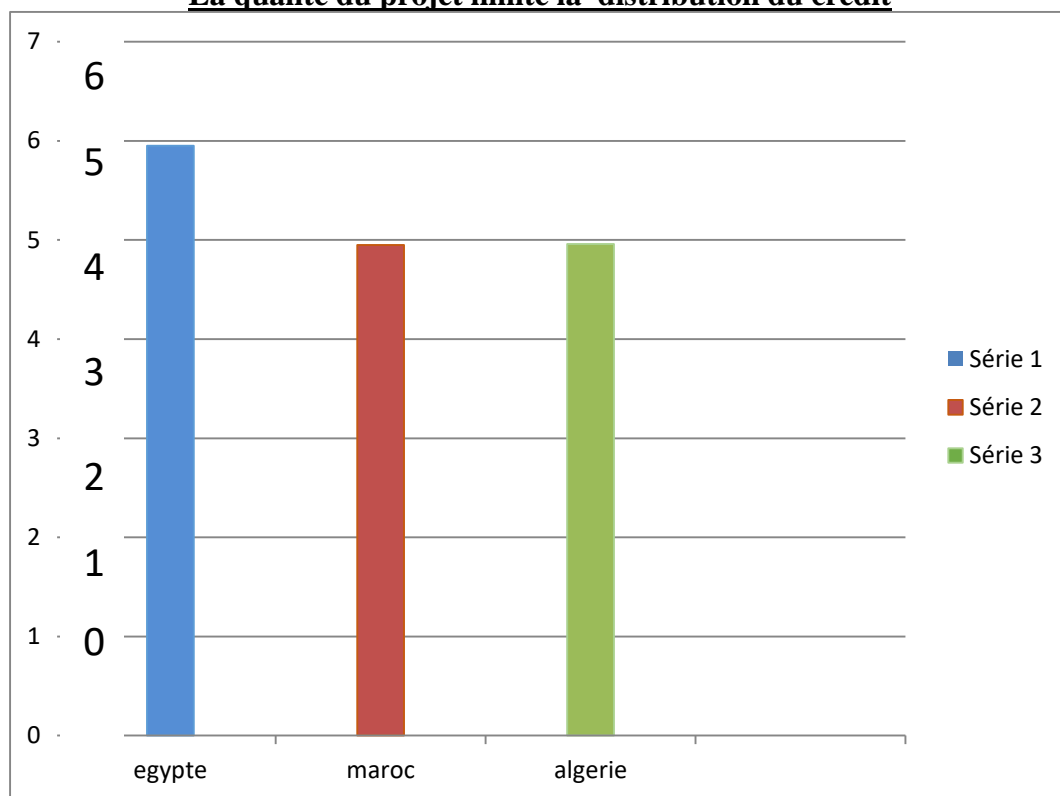
La demande de crédit par les entreprises privées est souvent fragile pour une série de raisons. Les fonds propres des emprunteurs privés sont faibles et les banques arrivent difficilement à les convaincre d'engager des fonds propres plus conséquents pour le financement de leurs projets malgré des ressources non négligeables chez eux.

Les structures juridiques des entreprises privées, défavorables à l'association des capitaux, en règle générale les prometteurs ne s'associent pas pour investir. L'entreprise individuelle ou familiale reste la règle qui s'oppose à une promotion sérieuse de l'entreprise.

Le ratio crédits au secteur privé / dépôts bancaire est faible en Algérie, la part des crédits au secteur privé était à la fin de 2015, 49% soit 3585 MDS DA.

Les banques considèrent que la qualité des projets à Financer est un élément fondamental pour l'accord du prêt. Cela est vrai en Algérie comme ailleurs comme l'indique le graphe suivant :

La qualité du projet limite la distribution du crédit



La Note 05 est le plus mauvais score.

Source : Benachenhou Abdelatif : **pour une meilleure croissance** p58.

- L'absence d'information et d'études économique. Le manque de fiabilité des informations financière constitué une contrainte majeure dans la plupart des pays arabes.

B- les problèmes de recouvrement en cas de défaut de paiement

Les banques ne connaissent pas la réalité des affaires, ses aspects technologiques, commerciaux et de gestion ;

- les banques gèrent les relations avec les entreprises assimilées à des clients comme les autres, avec esprit administratif.

Les banques n'ont aujourd'hui ni les outils, ni les compétences pour mesurer et gérer le risque PME.

C- Autres points sur le marché bancaire

La gamme des produits offerts est étroite, aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises, le marché est dans un contexte de banalisation de produits simples.

Le développement des services financiers (Sekkak, 2017, p. 16) spécialisés est relativement faible ou inexistant, et ce, aussi bien pour le crédit à la consommation, le crédit-bail que l'affacturage, le leasing est en croissance.

La circulation des espèces reste importante et la manipulation des ces dernières par les banques nécessite des moyens importants qui ne sont pas toujours rémunérés à leur juste prix.

On observe une faible transparence dans certains secteurs de l'économie et de certains opérateurs

L'environnement réglementaire est contraignant et instable, notamment en matière de contrôle des changes, ce qui complique sensiblement la gestion des risques opérationnels par les banques.

Et aussi un faible développement technologique aussi bien pour les produits monétiques que pour ceux associés avec internet, (GIE, TPE, DAB, GAB).

-transformer radicalement la gestion des ressources humaines : formation, recyclage, renforcement des fonctions commerciales, (relation avec la clientèle). Gestion des risques.

III-Réformes nécessaires pour le secteur des banques

- les banques publiques finiront par subir la privatisation par le marché avec le développement des banques privées mais aussi avec le passage de plus en plus de L'économie réelle entre les mains du Secteur privé.

Avantages et inconvénients de l'ouverture du capital des banques

Avantages	Inconvénients
-Apport de technologie et de savoir faire	-peut conduire à la disparition d'acteurs locaux
-Apport de nouveaux produits et instruments financier	-diminue l'influence de l'état sur des secteurs stratégiques
- gêner une meilleure profitabilité des banques	-avantager d'autres secteurs rentables au détriment de l'investissement et du développement.
-baisse des créances improductives.	
-Accès aux marchés de capitaux internationaux	

1- L'autonomie de la banque centrale

Réguler la quantité de monnaie émise par les banques commerciales : voilà la fonction habituelle des banques centrales. La politique monétaire est donc aujourd'hui, partout dans le monde, le fait des banques centrales. Et la politique monétaire peut agir sur l'inflation mais aussi sur la croissance et sur l'emploi. Souvent inflation d'une part, croissance et emploi d'autre part sont des objectifs contradictoires et nécessitent des arbitrages qui sont aujourd'hui confiés à la banque centrale alors même qu'il s'agit d'arbitrages politiques. Les marchés financiers craignent plus que les pouvoirs politiques d'une banque centrale autonome qui régule la quantité de monnaie en circulation en ayant comme premier objectif de garantir la stabilité des prix. Trop de monnaie en circulation crée de l'inflation. Et l'inflation est le pire ennemi des marchés financiers et des « puissances de l'argent » car elle dévalorise les actifs financiers. De quels instruments dispose la banque centrale pour jouer son rôle de régulateur (Bouzidi, 2011, p. 279) ? Elle réalise en premier lieu des opérations dites : <<d'open market>>, elle peut faire varier les liquidités disponibles en modulant son offre de billets de banque qui permettent aux banques commerciales de se refinancer. La banque centrale peut faire varier aussi la rémunération qu'elle demande pour fournir de la liquidité aux banques. De la sorte, taux d'intérêt à court terme et quantité de billets de banque en circulation sont les manettes entre les mains de la banque centrale pour réaliser ses opérations d'open market. Le second instrument de contrôle dont dispose la banque centrale est celui des réserves obligatoires, les banques sont obligées de déposer auprès de la banque centrale sans rémunération, une somme correspondant à une fraction des crédits qu'elles accordent. Ces réserves obligatoires freinent la création monétaire par les banques. Ainsi, la banque centrale a la capacité de faire varier la quantité de monnaie en circulation avec comme objectif de maintenir la stabilité des prix. L'objectif de lutte contre l'inflation doit-il constituer le principal sinon le seul souci de la banque centrale ? L'objectif de croissance économique et d'emploi ne doit-il pas être aussi important et préoccuper également le régulateur (la banque centrale) ? Mais est-ce que la banque centrale peut agir sur la croissance et doit-elle le faire ? A la première question, la théorie économique sans être unanime, répond tout de même, pour une large part, par l'affirmative.

Des taux d'intérêt bas rendent le crédit moins cher et stimulent la demande globale de logement, de machines, de biens durable ce qui incite les entreprises à produire et à investir plus et donc à fabriquer de la croissance et à créer de l'emploi. De plus, des taux d'intérêt bas font baisser le taux de change de la monnaie nationale, ce qui favorise les exportations. La politique monétaire peut donc contribuer à soutenir la croissance ou, au contraire, si elle est trop stricte, la freiner. Mais une telle politique monétaire, dite accommodante, ne risque-t-elle pas d'alimenter un processus inflationniste. Les keynésiens répondent oui mais à long terme, or dit Keynes <<à long terme, nous serons tous morts>>. Pour Keynes, la monnaie peut être désirée pour elle-même et pas uniquement pour réaliser des transactions. Les gens ont envie d'avoir de la liquidité. De plus, nous dit Keynes, les prix sont rigides

à court terme. De ce fait, une hausse de la quantité de monnaie, loin d'agir immédiatement sur le niveau des prix, provoque la baisse des taux d'intérêt et donc stimule l'investissement. L'économiste américain Milton Friedman (monétariste) conteste cette conception : il y a une illusion monétaire, des agents économiques se rendent compte rapidement que la hausse de leur revenu monétaire est limitée par la hausse des prix et l'activité économique retombe à son niveau antérieur. Friedman est donc farouchement opposé à l'utilisation de la politique monétaire pour stimuler la croissance car trop de monnaie ne crée que de l'inflation.

Qu'en est-il aujourd'hui dans la gestion des finances à l'heure de la mondialisation ? Il y a aujourd'hui libéralisation financière et grande mobilité internationale des capitaux. Les économies qui bénéficient le plus de ces mouvements de capitaux sont celles qui arrivent à stabiliser les prix car les capitaux se déplacent selon la rémunération nette d'inflation qui leur est proposée.

La banque centrale doit rassurer ces détenteurs de capitaux en leur garantissant une stabilité des prix. Les marchés ne font pas confiance aux gouvernements pour lutter contre l'inflation car « la croissance et le plein-emploi sont plus importants pour leur électorat ». Les gouvernements ont donc tendance à être inflationnistes et aimeraient bien demander à leurs banques centrales de créer de la monnaie pour leur permettre de financer une politique économique de croissance et d'emploi. De plus, l'inflation dévalorise la dette publique (cette dette contractée par l'Etat). Dès lors, les institutions financières internationales ont imposé partout l'autonomie des banques centrales qui doivent veiller en toute première priorité à la stabilité des prix. Généralement, dans les statuts des banques centrales, la hiérarchisation des objectifs est la suivante :

- Stabilité des prix.
- Soutien à la croissance.

En Algérie, la tâche de la Banque d'Algérie dans son rôle d'arbitrage, entre inflation d'une part et croissance et emploi d'autre part, est facilitée actuellement par les excédents budgétaires engrangés grâce à la fiscalité pétrolière. Le gouvernement utilise l'instrument

2- la réhabilitation du marché des capitaux

La bourse des Actions d'Alger a du mal à être attractive, il y a uniquement cinq sociétés cotées et les volumes transigés sont faibles.

Il y a évidemment plusieurs raisons à la faiblesse de taille de la bourse d'Alger. D'abord l'état a peu privatisé et a préféré le faire en dehors de la bourse. Ainsi, deux sociétés cotées appartenaient à l'état qui reste d'ailleurs actionnaire majoritaire, ensuite les entreprises privées sont souvent familiales

Tableau n ° :3 Variation du PER* et BBR*

	Biopharm	Saidel	El aurassi	NCA	Alliance
Anne intro. Bourse	2016	1999	2000	2013	2011
Cours intro. Bourse	1225	800	400	400	830
Cours 01/08/17	1145	665	520	325	405
PER1999	x	x	x	x	x
2015	x	5.60	4.73	15.95	8.63
2016	5.63	5.25	8.95	21.77	6.40
2017	5.26	5.81	9.40	21.12	5.57
PBR1999		1.23			
2015	x	0.31	0.63	1.46	1.09
2016	1.34	0.28	0.65	1.37	0.87
2017	1.25	0.32	0.68	1.33	0.76

Source : NOUR MEDDAHI : **investir à la bourse d'Alger** EL WATAN ECO p17

Nous prenons L'exemple de SAIDAL qu'a été introduite en 1999 et que le cours d'introduction de 800 DA est franchement suspect, surtout par rapport à son cours actuel. Notons que L'inflation sur la période 1999-2017 a été proche 110%, son PER était de 20,13 ce qu'est très élevé, c'est le niveau des PER dans les

* **-PER** : le ratio « Price earning ou le ratio prix sur résultat net par action a la fin de chaque année. Le ratio mesure le nombre d'années qu'il faudrait garder l'action pour acheter une autre.

* **PBR** : compare la valeur de marché de l'entreprise par rapport à sa valeur comptable (ces capitaux propre : le capital émis, le capital non appelé, les primes et réserves).

économies développées son PBR était de 1.23 il était au dessus de 1 a déterminé le prix d'introduction. Nous constatons qu'une comparaison rapide avec les bourses des pays voisins montre que les PER et le PBR sont plus faibles que chez nous.

Cela explique que la demande en Actions étant faible chez nous. Une autre raison est le manque de culture financière. Comment analyser les performances des sociétés cotées ? il existe dans le pays un manque de culture pour les calculs financiers et l'analyse financière, il faut admettre que certains paramètres financiers très importants ne fonctionnent pas bien dans le pays, à commencer par les taux d'intérêts, par exemple, le taux de rémunération de l'épargne devrait être au dessus de l'inflation anticipée c'est loin d'être le cas. Nous avons des taux d'intérêts réels largement négatifs, ce que n'aide pas au développement des marchés financiers et pousse l'argent à quitter le circuit Financière.

3-Un mauvais Fonctionnement de la Bourse

Certains actionnaires des entreprises cotées en bourse prétendent que leurs entreprises sont sous-évaluées par la bourse, ils se plaignent souvent du mauvais fonctionnement de la bourse d'Alger pour expliquer la baisse des cours de leur entreprise constatée sur plusieurs années, ils critiquent la limitation institutionnelle des variations journalières des prix des actions actuellement de 5%.

-une autre reproche est la faible liquidité de la bourse d'Alger, ce qui est un fait, certains de ces propriétaires et des financiers d'Alger reprochent aux institutions publiques de ne pas intervenir sur la bourse pour créer de la liquidité.

Tableau n°4 :**capitalisation boursière(Antoine, 2008)des entreprise en date du 01/08/2017 unité : Milliards DA**

Biopharm	29.3
SAIDAL	6.7
EL AURASSI	3.2
NCA ROUIBA	2.8
ALLIANCE ASSURANCES	2.4

SOURCE :<http://www.cosob.org>Etats Financiers des émetteurs

Pour augmenter la liquidité, il faudrait aussi attirer plus d'entreprises pour introduction en bourse avec des incitatifs Fiscaux Forts. Par exemple la législation actuelle permet une exemption de l'impôt sur la plus-value à l'introduction en bourse au même niveau que la proportion cotée ; la religion est parfois invoquée pour expliquer le peu d'engouement de nos compatriotes pour les produits financiers. La possession d'actions est évidemment compatible avec la charia islamique. La finance

islamique a développé un instrument alternatif qui s'appelle les SUKUKS ou la rémunération se fait ex-post selon le rendement de l'actif sous-jacent, ne serait-il pas judicieux d'élargir notre arsenal juridique pour abriter ce produit financier qui est utilisé par beaucoup de pays, y compris les pays non musulmans tel que la Grande Bretagne.

Tous les moyens légaux, y compris les sukuks sont bons pour mobiliser l'épargne qui boude les canaux conventionnels de placement non conformes aux precepts de l'islam (**Boudjellal -M. , 2016, p. 33**). Il est vrai qu'en Algérie, il existe bien une épargne interne capable de combler le déficit de financement des agents économiques y compris L'état ; mais dont le système bancaire et financier en vogue est incapable de mobiliser les produits alternatifs

Le tableau suivant résume les émissions du SUKUK par pays où justement L'Algérie n'y figure pas, il existe donc un potentiel énorme, la circulation fiduciaire hors banque est estimée à près de 4008 milliards de DZD à la fin 2015 soit 30% de la masse monétaire(M2) et 25% du PIB(**Sekkak, 2017, p. 16**)

Tableau n° 5 les émissions du sukuk par pays en 2014

pays	Pourcentage
MALAISIE	65.4%
Arabie saoudite	11.2%
Indonésie	6%
Emirat Arabes Unis	4.3%
Qatar	4%
Turquie	3%
Bahreïn	1.4%
Houk Kong	1%
Autres	3.6%

Source : Mohamed Boudjellal « **reformé du secteur bancaire et Financier** » op cit.p.34.

Donc la capitalisation boursière du marché mondial des sukuks a atteint 297.7 milliards de dollars US fin 2014. L'emprunt obligataire lancé par le Gouvernement en 2016 pourrait être complété par le ciblage de L'épargne qui cherche des

placements éthiques en procédant au lancement de SUKUK a l'instar de beaucoup de pays.

4- Le secteur des Assurances

La démonopolisation de la filière des assurances y attire des capitaux domestiques et étrangers, en 2011, les compagnies d'assurances sont appelés à se séparer de leur branche dommage et de celle de l'assurance personnes bien que celle-ci soit facultative par nature et peu développée. Le degré de concurrence s'aiguise dans le secteur des assurances désormais-doté d'une « commission de supervision des assurances » et « d'une centrale à risque » mais nous constatons que le taux de pénétration c'est-à-dire la contribution du secteur des assurances au PIB national demeure toujours faible (moins de 1%)

Alors que la moyenne mondiale dépasse les 5% pour y remédier à ces handicaps des mesures urgentes sont proposées

- Défisicalisation des contrats d'assurances de dommages à l'instar de beaucoup de pays (une TVA à 17% est un non sens)
- la nécessité de repenser la structure de la prime d'assurance –automobile ou la prime de responsabilité civile est beaucoup moins importante que les autres risques de dommages.
- penser à s'ouvrir à l'assurance TAKAFUL qui répond aux attentes de certains agents économiques qui cherchent un produit CHARIA- compliant.

5- les Fonds d'investissement un levier pour booster la Bourse d'Alger

L'accès à la bourse des valeurs mobilières n'est pas ouvert aux petits épargnants parce qu'ils ne remplissent pas les conditions y afférents, y compris le seuil de capital à investir, la création de ce fonds permet justement de surmonter ces obstacles en permettant à ces petits épargnants d'acquérir des parts, chacun selon ses moyens, et devenir ainsi copropriétaires dans le portefeuille de valeurs mobilières qui constitue ce Fond (**Boudjellal -M. , 2016, p. 35**)

Ces FSP permettent justement de contribuer à la dynamisation du marché financier et de créer un mécanisme de canalisation de l'épargne intérieur vers des emplois créateurs de richesse.

Donc les services d'investissement sont pour l'essentiel les opérations de gestion de portefeuille, de conseil en investissements financiers de placement de titres(**Bernier, 2007, p. 266**)et de courtage.

Résultats de L'étude

Cette étude a permis de clarifier certains notions et concepts employés dans le monde de la finance. En essayant de les projeter sur l'expérience algérienne.

Donc les pouvoirs publics devraient stimuler la demande des Actifs financiers comme les actions et les obligations. Augmenter la taille du système financier algérien bourse des actions et marche des capitaux est un enjeu majeur pour le développement de l'économie du pays et sa diversification.

Conclusion

Trois actions impératives s'imposent pour renforcer le financement de l'économie, le renforcement des fonds propres de la place est le premier impératif. Il exige une meilleure capitalisation des banques publiques mais aussi l'amélioration de leur gouvernance pour empêcher la dilapidation des deniers publics par des politiques hasardeuses de distribution de crédit.

Il y'a aussi l'urgence du renforcement des ressources longues est aussi impératif pour faire face au coefficient de transformation « coefficient de Fonds propres et de ressources permanentes », il se fera aussi en conduisant plus d'épargnants vers le marché des capitaux, L'activation de ce marché est aussi urgente.

Le trésor doit mettre en place des instruments pour acheminer une partie des ressources vers le financement des entreprises. Un fond d'investissement géré par des professionnels ne serait pas de trop, mais aussi de s'ouvrir aux produits alternatifs conforme à la chariaa islamique.

BIBLIOGRAPHIE

- 1- Abdelmadjid Bouzidi : économie algérienne "Eclairages" ENAG, alger 2011.
- 2- Ali Benouari : **Finances : le difficile legs de Bouteflika** « el watan ECONOMIE du 08/04/2019.p7.
- 3- Alain Beitone Antoine : **Dictionnaire S^{ces} Eco Armand colin**-2 édition paris 2008
- 4- Benachenhou Abdellatif : « **pour une meilleure croissance** », alpha Design, juin 2008
- 5- Boudjellal Mohamed : **Reforme du secteur bancaire et Financier ou besoin de s'ouvrir aux produits Alternatifs** publication du CEA. 2016
- 6- Benissad Hocine : **de la Transition Économique L'expérience Algérienne** 1998-2018.OPU ; Alger
- 7- philip Norel : **problème de développement économique**, Memo. Seuil 1997.
- 8- Nour Meddahi : **investir à la bourse d'Alger** El Watan économie du 16/08/17
- 9- Bernard Bernier : **initiation à la macro-économie**, 9 édition, DUNOD, paris 2007.